



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

---

*Document de séance*

---

**A7-0256/2010**

30.9.2010

**\*\*\*I**

## **RAPPORT**

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 539/2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation  
(COM2010)0256 – C7-0134/2010 – 2010/0137(COD))

Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Rapporteure: Tanja Fajon

### ***Légende des signes utilisés***

- \* Procédure de consultation
- \*\*\* Procédure d'approbation
- \*\*\*I Procédure législative ordinaire (première lecture)
- \*\*\*II Procédure législative ordinaire (deuxième lecture)
- \*\*\*III Procédure législative ordinaire (troisième lecture)

(La procédure indiquée est fondée sur la base juridique proposée par le projet d'acte.)

### ***Amendements à un projet d'acte***

Dans les amendements du Parlement, les modifications apportées au projet d'acte sont marquées en ***italique gras***. Le marquage en *italique maigre* est une indication à l'intention des services techniques qui concerne des éléments du projet d'acte pour lesquels une correction est proposée en vue de l'élaboration du texte final (par exemple éléments manifestement erronés ou manquants dans une version linguistique). Ces suggestions de correction sont subordonnées à l'accord des services techniques concernés.

L'en-tête de tout amendement relatif à un acte existant, que le projet d'acte entend modifier, comporte une troisième et une quatrième lignes qui identifient respectivement l'acte existant et la disposition de celui-ci qui est concernée. Les parties reprises d'une disposition d'un acte existant que le Parlement souhaite amender, alors que le projet d'acte ne l'a pas modifiée, sont marquées en **gras**. D'éventuelles suppressions concernant de tels passages sont signalées comme suit: [...].

## SOMMAIRE

	<b>Page</b>
PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN.....	5
EXPOSÉ DES MOTIFS.....	6
AVIS DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	8
PROCÉDURE .....	11



## **PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN**

**sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 539/2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation (COM2010)0256 – C7-0134/2010 – 2010/0137(COD))**

**(Procédure législative ordinaire: première lecture)**

*Le Parlement européen,*

- vu la proposition de la Commission au Parlement européen et au Conseil (COM2010)0256),
  - vu l'article 294, paragraphe 2, et l'article 77, paragraphe 2, du traité FUE, conformément auxquels la proposition lui a été présentée par la Commission (C7-0134/2010),
  - vu l'article 294, paragraphe 3, du traité FUE,
  - vu l'article 55 de son règlement,
  - vu le rapport de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures et l'avis de la commission des affaires étrangères (A7-0256/2010),
1. arrête sa position en première lecture en faisant sienne la proposition de la Commission;
  2. demande à la Commission de le saisir à nouveau, si elle entend modifier de manière substantielle sa proposition ou la remplacer par un autre texte;
  3. charge son Président de transmettre la position du Parlement au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux parlements nationaux.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

L'Union européenne appuie fermement l'objectif qui consiste à abolir le régime des visas pour tous les pays des Balkans occidentaux. Le processus de réunification des peuples de notre continent ne sera pas achevé tant que tous les Européens ne pourront pas voyager librement vers l'Union européenne. Le régime des visas a trop longtemps isolé les citoyens des pays des Balkans occidentaux.

La suppression des visas pour les citoyens de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, du Monténégro et de la Serbie en décembre 2009 a marqué une étape importante sur la voie de leur intégration européenne et a prouvé que les pays de la région étaient capables de réaliser les réformes nécessaires. Un régime sans visas revêt une grande importance dans la vie des gens, étant donné qu'il renforce les contacts entre les peuples et concrétise l'idée de libre circulation, qui constitue l'un des droits fondamentaux en Europe.

Il importe à présent de tout faire pour mettre en place un régime sans visa pour la Bosnie-et-Herzégovine et l'Albanie aussitôt que possible. Nous devons avoir à l'esprit qu'après le démantèlement de la Yougoslavie, après les guerres cruelles qui ont brutalement divisé la région et ont laissé des blessures très profondes dans les esprits et dans les cœurs et à la suite desquelles des centaines de milliers de réfugiés et de migrants ont fui la région, nous assistons à la montée d'une jeune génération coupée de l'Union prospère et en cours d'unification. Voulons-nous vraiment fermer la porte à nos voisins proches, aux pays qui font de leur mieux pour nous satisfaire? Nous ne parlons pas de l'octroi d'emplois ou de droits de résidence, nous nous prononçons sur le droit fondamental d'un futur citoyen de l'UE à se rendre librement dans l'Union.

La Bosnie-et-Herzégovine et l'Albanie ont beaucoup progressé ces derniers mois, après que la Commission européenne a décidé, en juillet dernier, qu'elles ne remplissaient pas les critères de libéralisation du régime des visas. En récompensant seulement quelques nations, nous risquons de déstabiliser la région et de découper les puzzles politiques et ethniques en pièces encore plus petites. Il importe donc de ne pas perdre trop de temps. Leurs gouvernements ont fait de gros efforts ces derniers mois afin de réparer leurs propres erreurs et de remédier à leurs retards, afin de pouvoir se targuer de la même qualité que leurs voisins.

Je soutiens la proposition présentée au mois de mai par la Commission européenne visant à modifier le règlement (CE) n° 539/2001, qui tient compte des avancées réalisées ces derniers mois dans les dialogues engagés avec l'Albanie et la Bosnie-et-Herzégovine sur la libéralisation du régime des visas et propose de transférer ces deux pays de l'annexe I (la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres) à l'annexe II (la liste des pays tiers dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation). Dans mon projet de rapport, je ne vois pas la nécessité de formuler des amendements, étant donné que je souhaite que la procédure se poursuive rapidement et sans heurts au Parlement européen.

Nous devons veiller à ce que le Parlement européen – à la lumière de l'engagement pris par le Conseil et le Parlement dans leur déclaration commune de novembre 2009, selon lequel ils "examineront en urgence la proposition visant à modifier le règlement (CE) n° 539/2001 en ce qui concerne l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine" – prenne toutes les mesures nécessaires pour traiter la proposition de la Commission avec toute la diligence possible et nous devons

espérer vivement que le Conseil partage la même détermination à l'égard de l'objectif poursuivi.

L'assurance que l'Union européenne permettra les déplacements sans visa pour les deux pays, en particulier la Bosnie-et-Herzégovine, dans un avenir très proche – d'ici le début de l'automne 2010 – est de nature à affaiblir le risque d'une intensification de l'instabilité ethnique et politique, à renforcer la coopération politique et économique dans la région, ainsi que le soutien populaire pour l'UE et la perspective d'intégration européenne, à élargir les horizons des citoyens et à juguler les forces antieuropéennes et extrémistes.

Le Kosovo reste une préoccupation grave. Celui-ci est la seule partie des Balkans occidentaux totalement tenue à l'écart du processus de libéralisation du régime des visas. Une perspective de pourparlers n'est même pas envisagée. Cette situation est naturellement due à la division entre les États membres en ce qui concerne la reconnaissance de son indépendance. La complexité politique du problème est compréhensible, mais le peuple du Kosovo ne devrait pas être laissé dans un trou noir créé par ces désaccords. J'estime que le Parlement devrait faire pression tant sur la Commission que sur le Conseil pour trouver un moyen d'engager le Kosovo dans le processus de libéralisation des visas aussitôt que possible. Cela encouragera à effectuer les réformes structurelles nécessaires.

L'Union européenne a une responsabilité politique dans la réalisation de ce processus. Il est paradoxal que, plus de 20 ans après la chute du mur de Berlin, nous ayons toujours des "murs de visas" dans notre voisinage direct. Ce l'est d'autant plus que les citoyens de ces pays pouvaient voyager librement il n'y a même pas 20 ans. Si nous voulons unir nos citoyens sur notre continent, les jeunes en particulier devraient être en mesure de voyager. Ils doivent avoir la possibilité de rendre visite à leurs amis ou à leur famille et d'étudier à l'étranger. La libéralisation des visas a un impact psychologique important sur les esprits. Il ne s'agit pas ici des hommes politiques, des hommes d'affaires ou de ceux qui ont de l'argent. Ils ont des possibilités qui leur appartiennent de voyager en dehors de leur pays. Ceux qui nous préoccupent, ce sont les étudiants, les gens qui se trouvent aujourd'hui encore dans les longues files qui s'étirent devant les consulats. Toutes les parties concernées partagent la responsabilité de finaliser le processus de libéralisation des visas pour les Balkans occidentaux, étant donné que son impact direct sur la qualité de vie des citoyens contribuera à encourager les institutions publiques et les hommes politiques dans leurs efforts pour réaliser les réformes nécessaires sur la voie de l'adhésion à l'UE.

7.9.2010

## **AVIS DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

à l'intention de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 539/2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation  
(COM(2010)0256 – C7-0134/2010 – 2010/0137(COD))

Rapporteur: Sarah Ludford

### **JUSTIFICATION SUCCINCTE**

Le Parlement européen n'a eu de cesse de réclamer la libéralisation du régime des visas pour les pays des Balkans occidentaux. Ce régime n'a jamais atteint le but qui était le sien d'empêcher les réseaux criminels de franchir les frontières. En revanche, il a affecté les simples citoyens des Balkans, en ne leur permettant ni de voir de leurs propres yeux ce que représente l'Union européenne ni de tisser des liens sociaux et professionnels avec leurs homologues des États membres de l'UE.

Depuis le 19 décembre 2009, trois pays – la Serbie, le Monténégro et l'ancienne République yougoslave de Macédoine – sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer dans l'Union européenne. L'Albanie et la Bosnie-et-Herzégovine n'étaient pas compris dans la proposition de départ, mais ces deux pays ont récemment déployé des efforts de taille pour atteindre les objectifs de référence nécessaires pour bénéficier de la même exemption. La proposition actuelle de libéraliser le régime des visas pour ces pays reconnaît ces avancées et constitue une étape importante sur la voie de l'élargissement de l'accès sans visa à l'ensemble de la région.

Ce processus ne devrait pas s'arrêter avec la proposition actuelle. Il ne faut pas laisser les citoyens du Kosovo avec le sentiment d'être isolés, les seuls des Balkans occidentaux à ne pas pouvoir voyager librement. La facilitation et, finalement, la libéralisation des visas devraient également être étendues à ce pays. En conséquence, la Commission devrait engager le dialogue sur les visas avec le Kosovo de sorte que la facilitation des visas puisse être mise en œuvre dès que les autorités rempliront tous les objectifs de référence.

\*\*\*\*\*



La commission des affaires étrangères invite la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, compétente au fond, à proposer l'approbation de la proposition de la Commission.

## PROCÉDURE

<b>Titre</b>	Modification du règlement (CE) n° 539/2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation						
<b>Références</b>	COM(2010)0256 – C7-0134/2010 – 2010/0137(COD)						
<b>Commission compétente au fond</b>	LIBE						
<b>Avis émis par</b> Date de l'annonce en séance	AFET 15.6.2010						
<b>Rapporteure pour avis</b> Date de la nomination	Baroness Sarah Ludford 23.6.2010						
<b>Examen en commission</b>	6.9.2010						
<b>Date de l'adoption</b>	6.9.2010						
<b>Résultat du vote final</b>	<table> <tr> <td>+:           </td><td>41</td></tr> <tr> <td>–:           </td><td>2</td></tr> <tr> <td>0:           </td><td>3</td></tr> </table>	+:	41	–:	2	0:	3
+:	41						
–:	2						
0:	3						
<b>Membres présents au moment du vote final</b>	Gabriele Albertini, Sir Robert Atkins, Dominique Baudis, Bastiaan Belder, Frieda Brepoels, Arnaud Danjean, Marietta Giannakou, Ana Gomes, Andrzej Grzyb, Heidi Hautala, Anneli Jäätteenmäki, Jelko Kacin, Ioannis Kasoulides, Tunne Kelam, Maria Eleni Koppa, Andrey Kovatchev, Barry Madlener, Kyriakos Mavronikolas, Alexander Mirsky, Annemie Neyts-Uyttebroeck, Raimon Obiols, Kristiina Ojuland, Pier Antonio Panzeri, Alojz Peterle, Bernd Posselt, Hans-Gert Pötering, Cristian Dan Preda, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Jacek Saryusz-Wolski, Werner Schulz, Adrian Severin, Marek Siwiec, Hannes Swoboda, Charles Tannock, Geoffrey Van Orden, Graham Watson						
<b>Suppléants présents au moment du vote final</b>	Emine Bozkurt, Reinhard Bütikofer, Lorenzo Fontana, Roberto Gualtieri, Baroness Sarah Ludford, Nadezhda Neynsky, Doris Pack, György Schöpflin, Dominique Vlasto						
<b>Suppléant (art. 187, par. 2) présent au moment du vote final</b>	Filip Kaczmarek						

## PROCÉDURE

<b>Titre</b>	Modification du règlement (CE) n° 539/2001 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et la liste de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation			
<b>Références</b>	COM(2010)0256 – C7-0134/2010 – 2010/0137(COD)			
<b>Date de la présentation au PE</b>	27.5.2010			
<b>Commission compétente au fond</b> Date de l'annonce en séance	LIBE 15.6.2010			
<b>Commission(s) saisie(s) pour avis</b> Date de l'annonce en séance	AFET 15.6.2010			
<b>Rapporteur(s)</b> Date de la nomination	Tanja Fajon 10.6.2010			
<b>Examen en commission</b>	23.6.2010	13.7.2010	2.9.2010	28.9.2010
<b>Date de l'adoption</b>	28.9.2010			
<b>Résultat du vote final</b>	+: 49 -: 2 0: 0			
<b>Membres présents au moment du vote final</b>	Jan Philipp Albrecht, Roberta Angelilli, Vilija Blinkevičiūtė, Rita Borsellino, Emine Bozkurt, Simon Busuttil, Philip Claeys, Carlos Coelho, Agustín Díaz de Mera García Consuegra, Cornelia Ernst, Tanja Fajon, Hélène Flautre, Kinga Gál, Kinga Göncz, Sylvie Guillaume, Ágnes Hankiss, Anna Hedh, Salvatore Iacolino, Sophia in 't Veld, Livia Járóka, Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Timothy Kirkhope, Juan Fernando López Aguilar, Baroness Sarah Ludford, Clemente Mastella, Véronique Mathieu, Nuno Melo, Louis Michel, Claude Moraes, Jan Mulder, Georgios Papanikolaou, Carmen Romero López, Judith Sargentini, Birgit Sippel, Csaba Sógor, Rui Tavares, Valdemar Tomaševski, Wim van de Camp, Daniël van der Stoep, Axel Voss			
<b>Suppléant(s) présent(s) au moment du vote final</b>	Alexander Alvaro, Edit Bauer, Anna Maria Corazza Bildt, Ioan Enciu, Stanimir Ilchev, Iliana Malinova Iotova, Wolfgang Kreissl-Dörfler, Jean Lambert, Petru Constantin Luhan, Mariya Nedelcheva, Cecilia Wikström			
<b>Date du dépôt</b>	30.9.2010			